



Intervention, à la presse, du Secrétaire général adjoint aux Affaires politiques, M. Jeffrey Feltman

Bangui, République centrafricaine, 22 Avril 2013



« Je visite la République centrafricaine aujourd'hui pour exprimer la préoccupation grave de l'ONU face à la détérioration de la situation sécuritaire et des droits de l'homme dans le pays, et transmettre un message de solidarité au peuple qui souffre et est extrêmement vulnérable en ce moment.

Comment arrêter ces souffrances, assurer le rétablissement de la sécurité et aider au retour à l'ordre constitutionnel en République centrafricaine sont les sujets de mes discussions samedi dernier et aujourd'hui encore avec le Premier Ministre Nicolas Tiangaye et les représentants des partis politiques et de la société civile.

J'ai également passé du temps avec notre équipe dans le pays. Elle continue à donner le meilleur d'elle-même dans des conditions extrêmement difficiles sous le leadership de la Représentante spéciale du Secrétaire général Madame Vogt.

J'ai tenu une rencontre hier à Yaoundé avec le personnel de l'ONU qui a été temporairement relocalisé en attendant que les conditions de sécurité leur permette de revenir reprendre leur travail. Un nombre important de notre personnel a été victime de pillage et d'agression.

Il va sans dire que le peuple centrafricain demeure notre principale préoccupation.

Il est urgent de rétablir l'ordre public et la sécurité à travers le pays afin de pouvoir protéger les populations civiles contre les violences et abus.

Les tueries, pillages, attaques contre les populations civiles, violations de droits de l'homme et violence contre les populations doivent s'arrêter.

Les violences sexuelles et les recrutements et utilisation d'enfants dans les groupes armés doivent s'arrêter.

Ceux qui se sont saisi du pouvoir doivent assumer leurs responsabilités en contrôlant les éléments sous leur commandement. Le Secrétaire général réaffirme qu'aucun acte de violence et crime ne devrait rester impuni.

Tous les acteurs, y compris la Séléka, doivent assurer la sécurité des acteurs humanitaires afin de faciliter la distribution de l'assistance humanitaire.

Les pillages des bureaux et entrepôts des agences humanitaires et l'interruption de l'assistance humanitaire ont des conséquences dévastatrices sur des centaines de milliers de personnes dans la population civile.

Les autorités doivent urgemment prendre des mesures pour rétablir la sécurité, avec le soutien de tous ceux qui sont en mesure d'aider. La CEEAC a décidé la semaine dernière d'augmenter le nombre de soldats de la force sous régionale. On aura sûrement besoin de plus de soutien.

Au cours de ma réunion avec le Premier Ministre à Douala le 20 avril, je l'ai exhorté à utiliser son influence et son autorité pour aider au rétablissement du calme à travers le pays.

Sur le plan politique, je réitère l'appel lancé par l'ONU, l'Union africaine, la CEEAC et plusieurs autres au sein de la communauté internationale, pour un retour à l'ordre constitutionnel. Nous continuons à insister que la transition s'organise de façon inclusive et transparente, comme l'exige l'Accord de Libreville.

La politique du gagnant prend tout s'est révélée être un échec dans le passé. Un avenir dans la paix nécessite le dialogue et le compromis entre les Centrafricains.

Je voudrais ajouter que la communauté internationale a aussi une responsabilité importante. Elle devrait rester focalisée et apporter un soutien continu avec les ressources nécessaires à la République Centrafricaine.

La République Centrafricaine ne peut plus continuer à être « *la crise oubliée* » qui apparaît brièvement sur le radar international et retombe rapidement dans les oubliettes jusqu'à la prochaine crise.

Après la sécurité, les besoins humanitaires sont primordiaux en ce moment. Avec l'appel urgent d'aide humanitaire financé à seulement 20%, nous lançons un appel aux bailleurs de fonds afin qu'ils puissent augmenter urgemment leur contribution afin de faire face aux besoins immenses et se préparer pour les interventions aussitôt que la situation sécuritaire le permettra.

Les Nations Unies explorent la manière dont elle pourrait renforcer son assistance. Le Secrétaire général a exprimé sa profonde préoccupation au regard de la crise actuelle.

Au moment où nous évaluons les outils à notre disposition en vue du rétablissement de la paix et la sécurité en Centrafrique, ma visite ici contribuera au rapport du Secrétaire général au Conseil de Sécurité sur la situation en RCA ».